

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Ici et là

OCTOBRE ROSE : L'HÔTEL DE VILLE DANS LA LUTTE



Photo: AEN

C'est autour du concept "Fitness Rose municipal" que l'édile de Libreville, Christine Mba Ntutume-Mihindou a sensibilisé les femmes de son administration sur le site du plateau sportif de la Sogatra en compagnie des 4e et 5e adjoints au maire, Édouard Nziengui-Nziengui et Issa Malam Salatou sur les cancers féminins. La maire, tout en conseillant le dépistage et l'autopalpation des seins, n'a pas manqué d'inviter à la pratique régulière du sport pour repousser ce fléau qui fait des ravages dans la société, en témoignent les diverses statistiques. Elle devait ainsi louer l'initiative de la Fondation Sylvia Bongo Ondimba pour la famille (FSBO), quant à la réalité de cette maladie. On y a vu la participation des femmes exerçant aussi bien à l'Hôtel de ville que dans les 6 arrondissements de la capitale.

LE MINISTÈRE DU BUDGET EST DANS LE COMBAT DES CANCERS FÉMININS



Photo: SNN

Le ministère du Budget et des Comptes publics n'est pas en marge de la campagne Octobre Rose. Vendredi dernier, des activités de fitness et une conférence-débat sur les dangers des cancers féminins ont été organisés au sein dudit département. Une équipe du ministère de la Santé et des Affaires sociales a entretenu les agents sur la prévention et la lutte contre ces pathologies. À la grande satisfaction du SGA du Budget, Roland Mboumba et Marguerite Meye, responsable adjointe du programme national de prévention et des contrôles au ministère de la Santé.

LES ÉLÈVES DE L'INSTITUT KENCO AUSSI



Photo: Jocelyn Abila

Ces années, les élèves de l'Institut Kenco n'ont pas été en marge d'Octobre Rose. Vendredi dernier, Kenco a reçu les équipes de l'association féminine l'Appel des Mille et Une... qui ont porté le message de la prévention. Facteurs de risques, conséquences et prévention sont autant de points qui ont été abordés par Line Michaelle Silat Tamo épouse Nzoumba Moukagni, médecin oncologue devant un auditoire mixte. Nulliparite, ménopause tardive, antécédents de pathologie bénigne du sein sont autant de facteurs de risques que le médecin a présentés. Pour le col de l'utérus les facteurs sont les relations sexuelles incontrôlées, les avortements clandestins à répétition qui provoquent l'apparition du papillomavirus ou même les contacts oraux génitaux...

Par ENA, H.N.M et R.H.A

Apatridie : la présomption d'identité, solution de son éradication ?

Line R. ALOMO
Libreville/Gabon

L'ACTION contre les avortements et les droits des enfants (Acade), en collaboration avec l'ONG "Cri de femmes", a organisé du 25 au 26 octobre au siège de la Commission nationale des droits de l'Homme à Kalikak dans le 1er arrondissement de Libreville, un atelier programme sur l'éradication de l'apatridie au Gabon. Il s'agissait pour Henri Ekogha, président de l'Acade, de présenter la situation de l'apatridie dans le pays, son impact et ce que lui et les siens préconisent pour en venir à bout. L'on retient ainsi que, selon la convention des Nations unies de 1954 relative au statut des apatrides, "est apatride toute personne qui n'est reconnue par aucun État comme son ressortissant." Une situation qui concerne 373 000 personnes (d'après un inventaire national prenant en compte la période 2014-2022), réparties entre nationaux et expatriés, adultes et enfants. Des personnes requalifiées "à risque d'apatridie" après des débats lors de l'atelier. Une situation qui impacte la sécurité, la santé, l'éducation et, surtout, la dignité des personnes concernées.

Aussi Henri Ekogha suggère-t-il, pour remédier aux situations d'apatridie, un document qu'il appelle "la présomption d'identité". Ledit document, à durée déterminée, aura une photo pour identifier son détenteur ainsi que des informations utiles pour désigner son propriétaire. Il sera ouvert à tous, nationaux comme expatriés. S'il ne peut conférer la nationalité à celui à qui il est établi, il permettra tout de même d'accéder aux services sociaux de l'État. Pour Henri Ekogha, le Gabon est précurseur en la matière. Mais pour venir définitivement à bout de l'apatridie, Caleopie Eloué, présidente de l'ONG cri de femme, pense pour sa part qu'il est impératif d'associer la société civile, organiser des audiences foraines entre autres solutions émises.



Photo: AEE

Une vue des participants à l'atelier programme sur l'éradication de l'apatridie au Gabon.

Éducation : cap sur la validation d'un protocole d'enseignement général



Photo: H.N.M

Les responsables du ministère de l'Éducation nationale au terme de la formation.

Hans NDONG MEBALE
Libreville/Gabon

LA ministre de l'Éducation nationale, Camélia Ntoutoume-Leclercq a présidé samedi, au siège de l'Institut pédagogique national (IPN), la cérémonie de clôture de l'atelier de validation du dispositif de gestion des postes de personnels enseignants pour les établissements secondaires, ainsi que des indicateurs de performance des établissements scolaires du système éducatif. Durant quatre jours, les directeurs d'académies provinciales (DAP) et les chefs de service de la carte scolaire, sous la coordination de la direction générale de l'enseignement scolaire et normal, se sont appesantis sur la validation de protocoles scolaires.

Dans les faits, le but de cet atelier était de réduire le déficit en enseignants dans les établissements d'enseignement général public et de doter l'ensemble des établissements d'un personnel enseignant formé et qualifié. "Pour les deux disciplines que sont les mathématiques et l'Éducation physique et sportive (EPS), on note une petite avancée, en sciences physiques, anglais et français, si les divisions pédagogiques continuent à s'ouvrir, ces disciplines pourraient rapidement présenter un déficit en ressources humaines. Les travaux ont permis de réaliser la cartographie perspective de la rentrée 2023-2024 en termes de vision pédagogique pour tous les établissements secondaires publics", a souligné la membre du gouvernement.